

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 99 — 449

[99/22119]

**11 JANVIER 1999. — Loi portant règlement de l'exploitation
des centres de bronzage (*)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

La présente loi s'applique à tout centre de bronzage, y compris toutes les personnes qui s'occupent de la gestion journalière de l'activité banc solaire.

Ne sont pas visés par la présente loi les hôpitaux et services dermatologiques où il est fait usage des rayons ultraviolets comme agent thérapeutique pour certaines affections dermatologiques.

Art. 3

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

— émetteur d'ultraviolets : toute source de rayonnement conçue pour émettre de l'énergie électromagnétique non ionisante sur des longueurs d'onde de 400 nanomètres et au-dessous, en tenant compte de l'effet d'écran, de tout écran ou de tout dispositif de protection pouvant l'entourer;

— banc solaire : appareils comportant au moins un émetteur d'ultraviolets, utilisé pour obtenir un hâlage ou bronzage rapide;

— centre de bronzage : lieu où il est fait usage, à des fins commerciales, d'au moins un banc solaire ou de tout autre type d'installation comportant un émetteur d'ultraviolets.

Art. 4

Un centre de bronzage ne peut fonctionner en l'absence d'une personne ayant reçu une formation conforme au prescrit de l'article 5 de la présente loi.

Art. 5

Toute personne qui, dans un centre de bronzage, s'occupe de la gestion journalière de l'activité banc solaire doit avoir reçu une formation déterminée par les communautés.

L'exploitant d'un centre de bronzage déjà ouvert lors de l'entrée en vigueur de la présente loi doit acquérir cette formation dans un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 6

Il est strictement interdit à tout exploitant d'un centre de bronzage de permettre au sein de son établissement l'utilisation de bancs solaires ou de tout type d'installation comportant un émetteur de rayons ultraviolets aux mineurs d'âge de moins de quinze ans.

Art. 7

L'interdiction prévue à l'article 6 doit être affichée de manière bien lisible à l'entrée du centre.

Art. 8

Dans tout centre de bronzage, un panneau lisible à au moins cinq mètres de distance doit stipuler clairement les informations suivantes :

« Les rayonnements ultraviolets peuvent provoquer le cancer de la peau et peuvent gravement endommager les yeux. Il est obligatoire d'utiliser des lunettes de protection. Certains médicaments et cosmétiques peuvent provoquer des réactions cutanées indésirables.

L'exposition aux rayons ultraviolets artificiels est fortement déconseillée aux mineurs d'âge de moins de quinze ans et aux femmes enceintes. »

Art. 9

Toute personne qui s'occupe de la gestion journalière de l'activité banc solaire est tenue d'informer le client des dangers de l'exposition aux rayons ultraviolets. Elle est tenue de le faire oralement et de donner à tout nouveau client un texte explicatif comportant notamment les indications suivantes :

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 99 — 449

[99/22119]

**11 JANUARI 1999. — Wet tot regeling
van de exploitatie van zonnecentra (*)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Deze wet is van toepassing op elk zonnecentrum, met inbegrip van alle personen die instaan voor het dagelijks beheer van de zonnepanelsactiviteit.

Onder deze wet vallen niet de ziekenhuizen en dermatologische diensten waar gebruik wordt gemaakt van ultravioletstralen ter behandeling van bepaalde huidaandoeningen.

Art. 3

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

— ultravioletlamp : elke stralingsbron bedoeld om niet-ioniserende elektromagnetische energie uit te zenden op een golflengte van 400 nanometer en minder, rekening houdend met het schermeffect van enig scherm of enige beschermende voorziening die errond is aangebracht;

— zonnepanels : toestel met minstens één ultravioletlamp, gebruikt om de huid snel bruin te kleuren ;

— zonnecentrum : solarium, plaats waar met commercieel oogmerk gebruik wordt gemaakt van minstens één zonnepanels of elke anderzooortig installatie die een ultravioletlamp bevat.

Art. 4

Een zonnecentrum kan niet werken in afwezigheid van een persoon die een opleiding overeenkomstig artikel 5 van deze wet heeft genoten.

Art. 5

Ieder die in een zonnecentrum instaat voor het dagelijks beheer van de zonnepanelsactiviteit, moet een opleiding hebben gevolgd die door de gemeenschappen wordt bepaald.

De exploitant van een zonnecentrum dat bij de inwerkingtreding van deze wet reeds in bedrijf is, moet die opleiding volgen binnen een termijn van twee jaar volgend op de datum waarop deze wet in werking is getreden.

Art. 6

Het is de exploitant van een zonnecentrum ten strengste verboden minderjarigen beneden de leeftijd van 15 jaar de gelegenheid te geven in zijn zonnecentrum gebruik te maken van zonnepanels of andere installaties die ultravioletstralen afgeven.

Art. 7

Het verbod zoals bepaald in artikel 6 moet duidelijk leesbaar aan de ingang van het centrum uitgehangen worden.

Art. 8

In elk zonnecentrum moet een bord worden aangebracht dat op minstens vijf meter afstand leesbaar is en waarop de volgende informatie duidelijk wordt weergegeven :

« Ultravioletstraling kan huidkanker veroorzaken en de ogen ernstig beschadigen. Het gebruik van een beschermende bril is verplicht. Bepaalde geneesmiddelen en cosmetica kunnen ongewenste huidreacties veroorzaken.

Blootstelling aan kunstmatige ultravioletstralen is ten zeerste af te raden voor minderjarigen van minder dan vijftien jaar en voor zwangere vrouwen. »

Art. 9

Iedereen die instaat voor het dagelijks beheer van de zonnepanels, moet de klant informeren over de gevaren van blootstelling aan ultravioletstraling. Hij of zij moet dat mondeling doen en moet elke nieuwe klant tevens een tekst overhandigen waarin inzonderheid het volgende wordt uitgelegd :

« Les bancs solaires ou tout appareil émettant des rayons ultraviolets ne doivent pas être utilisés par des personnes présentant une sensibilité importante face au soleil (brûlures fréquentes), présentant un coup de soleil, un cancer de la peau ou toute affectation de la peau pouvant prédisposer à l'apparition de cette maladie. Les personnes ayant des antécédents familiaux doivent aussi éviter leur utilisation.

L'exposition aux rayons ultraviolets artificiels est interdite aux mineurs de moins de quinze ans et est fortement déconseillée aux autres mineurs d'âge et aux femmes enceintes.

Le rayonnement ultraviolet artificiel ou naturel peut affecter gravement la peau et les yeux. Les expositions intenses et répétées aux rayonnements ultraviolets peuvent provoquer un vieillissement prématuré de la peau ainsi qu'une augmentation du risque de développer un cancer de la peau. Les dégâts causés à la peau sont irréversibles.

Le non-respect du port obligatoire de lunettes de protection au cours des séances d'exposition aux ultraviolets émis artificiellement peut provoquer des lésions oculaires telles que la kératite (inflammation de cornée) ou la cataracte (opacification du cristallin).

En conséquence, les précautions suivantes doivent être prises :

- utiliser des lunettes de protection adéquates;
- enlever les cosmétiques et ne pas appliquer d'écran solaire;

- s'abstenir de toute exposition aux ultraviolets lors de périodes d'absorption de médicaments augmentant la sensibilité aux rayons ultraviolets;

- s'abstenir de s'exposer en cas de maladie de la peau sans avis d'un médecin;

- limiter le temps d'exposition pendant la première session afin d'évaluer la réaction de la peau. »

En outre, les différents phototypes doivent figurer sur ce document ainsi que le risque lié à chacun d'entre eux.

Le client doit certifier avoir pris connaissance de ce texte, en signant une reconnaissance à l'exploitant et en mentionnant les termes « Lu et approuvé » au-dessus de la signature.

Art. 10

§ 1^{er}. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, le bourgmestre ou son délégué, ainsi que les fonctionnaires et agents désignés par le Roi surveillent l'exécution des dispositions de la présente loi ainsi que des arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Ils peuvent pénétrer dans tous les centres de bronzage aux heures d'ouverture de ceux-ci, sans toutefois en gêner le fonctionnement normal.

§ 2. Ils constatent les infractions dans les procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Ils peuvent procéder à l'audition de toute personne responsable du centre inspecté et des personnes travaillant pour le compte de ce centre, ainsi que de toute autre personne pour laquelle il est constaté une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution.

Une copie du procès-verbal est transmise au contrevenant dans les dix jours de la constatation de l'infraction.

§ 3. Le procès-verbal constatant les infractions visées à l'article 14 et rédigé par les fonctionnaires chargés de la surveillance désignés par le Roi, est transmis au fonctionnaire désigné en application de l'article 13. Au cas où le procès-verbal aurait été rédigé par le bourgmestre ou son délégué, il peut également être envoyé au fonctionnaire précité.

Art. 11

Lorsqu'une infraction visée à l'article 13, ou à un des arrêtés pris en exécution de la présente loi, est constatée, le fonctionnaire ou l'agent désigné par le Roi en application de l'article 10 de la présente loi donne un avertissement au contrevenant le mettant en demeure de mettre fin à cette infraction dans les trente jours qui suivent l'envoi de l'avertissement.

Dans les dix jours de la constatation de l'infraction, l'avertissement est notifié au contrevenant par remise d'une copie du procès-verbal de constatation des faits ou par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

« Zonnebanken of andere toestellen die ultravioletstralen afgeven, zouden niet mogen worden gebruikt door personen die zeer gevoelig zijn voor zonnestralen (herhaalde zonnebrand), zonnebrand vertonen, lijden aan huidkanker of aan een huidaandoening die tot kanker kan leiden. Ook personen met familiale antecedenten moeten het gebruik ervan mijden.

Blootstelling aan kunstmatige ultravioletstralen is verboden voor minderjarigen beneden de leeftijd van vijftien jaar en ten zeerste af te raden voor de andere minderjarigen en voor zwangere vrouwen.

Kunstmatige of natuurlijke ultravioletstralen kunnen huid en ogen ernstig beschadigen. Intense en herhaalde blootstelling aan ultravioletstralen kan leiden tot vroegtijdige veroudering van de huid en tot een verhoogd risico op huidkanker. Die schade aan de huid is onomkeerbaar.

Het niet-dragen van de verplichte beschermingsbril tijdens blootstelling aan kunstmatige ultravioletstralen kan oogbeschadigingen veroorzaken zoals keratitis (hoornvliesontsteking) of cataract (troebel worden van de ooglens).

Bijgevolg moeten de volgende voorzorgen worden genomen :

- een goede beschermende bril dragen;

- alle resten van cosmetica-producten verwijderen en geen beschermend zonnebrandmiddel gebruiken;

- zich niet aan ultravioletstraling blootstellen wanneer men geneesmiddelen inneemt die de gevoeligheid voor ultravioletstralen verhogen;

- als men aan een huidziekte lijdt geen gebruik maken van de zonnebank zonder het advies van een arts in te winnen;

- tijdens de eerste sessie de tijd van de blootstelling zo kort mogelijk houden om te zien hoe de huid reageert. »

Bovendien moet het document ook de verschillende huidtypes beschrijven, evenals het specifieke risico voor elk van hen.

De klant moet bevestigen kennis genomen te hebben van de tekst door een verklaring aan de exploitant te ondertekenen en boven de handtekening de woorden « gelezen en goedgekeurd » te vermelden.

Art. 10

§ 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie zien de burgemeester of zijn gemachtigde, alsook de door de Koning aangestelde ambtenaren toe op de uitvoering van deze wet en van de besluiten ter uitvoering van deze wet.

Zij kunnen in alle zonnectra binnentreden tijdens de openingsuren, zonder evenwel de normale werking van de zonnectra te verstoren.

§ 2. Zij stellen de overtredingen vast in een proces-verbaal, dat bewijskracht heeft tot het tegendeel is bewezen.

Zij kunnen elke persoon horen die verantwoordelijk is voor het geïnspecteerde centrum, alsook de personen die voor rekening van dat centrum werken en iedere andere persoon van wie wordt vastgesteld dat hij deze wet of één van de uitvoeringsbesluiten heeft overtreden.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt binnen tien dagen na de vaststelling van het strafbaar feit aan de overtreder bezorgd.

§ 3. Het proces-verbaal waarbij de in artikel 14 bedoelde overtredingen worden vastgesteld en dat is opgesteld door de met het toezicht belaste ambtenaren die door de Koning zijn aangesteld, wordt aan de overeenkomstig artikel 13 aangestelde ambtenaar overgezonden. Is het proces-verbaal door de burgemeester of zijn vertegenwoordiger opgesteld, dan kan het eveneens aan de voornoemde ambtenaar worden bezorgd.

Art. 11

Wanneer een in artikel 13 bedoelde overtreding of een overtreding van één van de besluiten ter uitvoering van deze wet wordt vastgesteld, geeft de door de Koning overeenkomstig artikel 10 van deze wet aangestelde ambtenaar de overtreder een waarschuwing waarin deze wordt aangemaand binnen dertig dagen na het sturen van deze waarschuwing een einde te maken aan die overtreding.

De waarschuwing wordt binnen tien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder ter kennis gebracht door overhandiging van een afschrift van het proces-verbaal ter vaststelling van de feiten of door een bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

L'avertissement mentionne :

a) les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

b) le délai dans lequel il doit y être mis fin;

c) qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, le procès-verbal sera notifié à l'agent qui est chargé de l'application de la procédure visée à l'article 13.

Art. 12

Toute infraction aux articles 4 et 5 de la présente loi entraîne la fermeture du centre de bronzage.

Art. 13

En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi, non visée à l'article 12, ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci, et lorsqu'il n'a pas été tenu compte de l'avertissement, le fonctionnaire désigné à cette fin par le Roi au sein du ministère de la Santé publique inflige une amende administrative.

Le montant de la somme à payer ne peut être inférieur au minimum ni excéder le maximum de l'amende fixée pour l'infraction, et prévue à l'article 14.

Le Roi détermine les modalités de paiement de cette amende.

Si le paiement de l'amende administrative est refusé, le dossier est transmis au procureur du Roi.

Art. 14

Est puni d'une amende de cent à quinze mille francs celui qui enfreint la présente loi, hormis les infractions visées à l'article 12, ou les arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Art. 15

La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Un délai de neuf mois est toutefois prévu qui court à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, dans lesquels les exploitants des centres de bronzage sans personnel qui sont déjà en service au moment où elle entre en vigueur, doivent satisfaire à ses dispositions.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Vu et scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

Documents du Sénat :

1-679 - 1996/1997 :

N° 1 : Proposition de loi de M. Ph. Charlier consorts.

1-679-1997/1998 :

N°s 2 à 4 : Amendements. — N° 5 : Rapport. — N° 6 : Texte adopté par la commission. — N° 7 : Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants.

Annales du Sénat : 10 et 11 juin 1998.

Documents de la Chambre des représentants :

1603-97/98 :

Nr. 1 : Projet transmis par le Sénat. — N°s 2 et 3 : Amendements. — N° 4 : Rapport.

82/36, 38-1995 :

Décision de la commission parlementaire de concertation.

Annales de la Chambre des représentants : 16 et 17 décembre 1998.

(*) Cinquième session de la 40^{ème} législature.

De waarschuwing vermeldt :

a) de ten laste gelegde feiten en de overtreden wettelijke bepaling of bepalingen;

b) de termijn waarbinnen daaraan een einde moet worden gemaakt;

c) dat indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, het proces-verbaal medegedeeld zal worden aan de ambtenaar belast met de toepassing van de procedure bedoeld in artikel 13.

Art. 12

Overtreding van de artikelen 4 en 5 van deze wet heeft de sluiting van het zonnecentrum tot gevolg.

Art. 13

Bij een andere dan de in artikel 12 bedoelde overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten ter uitvoering ervan en wanneer aan de waarschuwing geen gevolg gegeven wordt, legt de daartoe door de Koning aangestelde ambtenaar van het ministerie van Volksgezondheid een administratieve boete op.

Het bedrag van de te betalen som mag niet lager zijn dan het minimum noch hoger dan het maximum van de geldboete die op de overtreding is gesteld, zoals bepaald in artikel 14.

De Koning bepaalt de wijze waarop deze boete wordt betaald.

Bij weigering van betaling van de administratieve boete wordt het dossier aan de procureur des Konings doorgezonden.

Art. 14

Wordt gestraft met geldboete van honderd frank tot vijftienduizend frank, hij die deze wet of de besluiten ter uitvoering ervan overtreedt, met uitzondering van de in artikel 12 bedoelde overtredingen.

Art. 15

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor de exploitanten van de onbemande zonnecentra die bij de inwerkingtreding van deze wet reeds in bedrijf zijn, wordt echter voorzien in een termijn van negen maanden, volgend op de datum waarop deze wet in werking is getreden om te voldoen aan de bepalingen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld,

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

Stukken van de Senaat :

1-679 - 1996/1997 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Ph. Charlier cs.

1-679-1997/1998 :

Nrs. 2 tot 4 : Amendementen. — Nr. 5 : Verslag. — Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie. — Nr. 7 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen van de Senaat : 10 en 11 juni 1998.

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

1603-97/98 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — Nrs. 2 en 3 : Amendementen. — Nr. 4 : Verslag.

82/36, 38-1995 :

Beslissing van de parlementaire overlegcommissie.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 16 en 17 december 1998.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode.